



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 30 mars au 3 avril 2026

Faits saillants

- Visite officielle du Président de la République au Japon et en Corée du 31 mars au 3 avril
- Essoufflement de l'activité japonaise en mars (PMI) et pressions persistantes sur le yen
- Dégradation des perspectives économiques coréenne et réponse budgétaire d'ampleur face au choc énergétique et géoéconomique

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 03/04	Var. vs. 27/03
USD/JPY	159,6	-0,2 %
USD/KRW	1 509,7	-0,07 %
Nikkei 225	53 124 pts	-0,5 %
KOSPI	5 377 pts	-1,1 %
JGB 10 ans	2,377 %	+0,2 pbs
KTB 10 ans	3,739 %	-17,7 pbs

Japon

Visite officielle du Président de la République | Le Président de la République s'est rendu au Japon pour une visite officielle du 31 mars au 2 avril, accompagné d'une délégation composée, notamment, de cinq Ministres (Économie et Finances, Affaires étrangères, Armées, Recherche et Culture), et d'une soixantaine d'entreprises. Parmi les temps forts, le Président a participé au forum économique organisé au *Tokyo Innovation Base*, réunissant près de 450 dirigeants d'entreprises et officiels français et japonais, en marge duquel il a tenu plusieurs rencontres bilatérales avec des investisseurs japonais, avant de prononcer un discours de clôture mettant en avant les projets et opportunités de partenariats technologiques, énergétiques et industriels entre la France et le Japon. La visite a donné lieu à la signature d'une série d'accords, entre acteurs publics et privés des deux pays, dans des secteurs stratégiques : technologies avancées (intelligence artificielle, quantique), minerais critiques et terres rares, spatial, Défense, nucléaire civil, finance et écosystèmes de start-ups. À l'heure d'envoi de cette VEF, le Président de la République était en visite d'État en République de Corée. La VEF de la semaine prochaine reviendra sur les grands éléments à retenir de ce déplacement, à l'occasion du 140^{ème} anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays.



Macroéconomie

PMI | Les enquêtes PMI de mars témoignent d'un ralentissement de l'activité dans l'Archipel. Dans l'industrie, l'indice PMI manufacturier a reculé à 51,6 (contre 53,0 en février), traduisant un léger repli de la production et des commandes. Les coûts des intrants ont atteint un plus haut depuis 19 mois, sous l'effet combiné de la hausse des prix de l'énergie et de la faiblesse du yen. Dans les services, l'indice PMI est ressorti à 53,4 (contre 53,8 en février), avec une nette dégradation de la confiance des entreprises, au plus bas depuis 2020. L'incertitude liée au conflit au Moyen-Orient pèse sur les anticipations de demande et accentue les pressions inflationnistes.

Budget | Le Parlement japonais a adopté en urgence un budget provisoire couvrant les 11 premiers jours de l'exercice fiscal 2026 (soit du 1^{er} au 11 avril), le gouvernement Takaichi ayant échoué à faire adopter à temps le budget initial. Ce budget transitoire, une première en 11 ans, a été entériné par la Diète pour un montant d'environ 8 600 Mds JPY (près de 47 Mds EUR). Cette situation résulte du blocage des discussions à la Chambre haute, où la coalition au pouvoir ne dispose pas de majorité, le camp de la Première ministre S. Takaichi ayant ainsi été contraint de renoncer à une adoption dans les délais. Traditionnellement limité aux dépenses essentielles, notamment les prestations sociales et le fonctionnement de l'État, ce budget provisoire inclut néanmoins des mesures plus structurelles, en particulier le financement de la gratuité des frais de scolarité au lycée afin de permettre son entrée en vigueur dès le début de l'année scolaire. En vertu des règles constitutionnelles japonaises, le budget définitif devrait toutefois être adopté automatiquement le 12 avril, indépendamment de l'issue des délibérations à la Chambre haute, limitant le risque d'une paralysie budgétaire prolongée.

Secteur financier

Marché des changes | Le yen est resté sous pression cette semaine, s'établissant autour de 159 JPY pour 1 USD, après avoir brièvement franchi le seuil de 160 JPY en fin de semaine dernière, un niveau inédit depuis juillet 2024. Cette nouvelle dépréciation s'inscrit dans une tendance prolongée, alimentée par le différentiel de taux avec les États-Unis et par la hausse des prix de l'énergie, particulièrement pénalisante pour une économie très dépendante des importations. Face à ces mouvements, les autorités ont intensifié leurs avertissements verbaux auprès des acteurs de marché. Le Vice-ministre des Finances pour les Affaires internationales, A. Mimura, a notamment évoqué la possibilité d'une intervention en cas de poursuite de mouvements jugés excessifs et spéculatifs. Si cette communication a contribué à stabiliser temporairement la devise, elle n'a toutefois pas permis d'inverser la tendance de fond.

Secteurs non financiers

Minerais critiques | Le 1^{er} avril, en marge de la visite du Président de la République au Japon, les ministres de l'Économie français et japonais, R. Lescure et R. Akazawa, ont signé une feuille de route commune consacrée à la sécurisation des approvisionnements en minerais critiques. Elle définit les priorités bilatérales en la matière et vise à faciliter l'identification de nouveaux projets industriels contribuant à la stabilité des approvisionnements de la France et du Japon, en particulier pour les terres rares, le titane et le nickel. Si la sécurisation des chaînes de valeur critiques, fondée sur une coordination étroite entre acteurs publics et privés, constitue une stratégie de longue date au Japon, cette approche est plus récente en France. Elle ne s'est réellement structurée qu'à partir de 2023, avec la création d'une délégation interministérielle dédiée, chargée de soutenir des projets stratégiques au sein de chaînes de valeur complexes, sans en viser nécessairement la maîtrise intégrale. Cette démarche repose sur une

connaissance fine des chaînes de valeur – acteurs, gisements, écosystèmes industriels (batteries, aimants, automobile) – ainsi que sur la mobilisation de savoir-faire clés (exploration, extraction, raffinage, transformation). Elle vise à développer, avec des partenaires fiables, des segments ciblés de la chaîne, là où les complémentarités sont les plus pertinentes. Le projet franco-japonais de raffinage de terres rares lourdes en France *Caremag*, porté par l'entreprise française *Carester* et le groupe japonais *Iwatani*, et soutenu par les autorités des deux pays – notamment par la *Japan Organization for Metals and Energy Security* (JOGMEC) côté japonais, ainsi que par le programme France 2030 et le crédit d'impôt « industrie verte » côté français – en constitue une illustration particulièrement emblématique. Une extension du projet, fondé sur une complémentarité entre financement et agrégation de la demande côté japonais, et capacités industrielles côté français, a notamment été annoncée lors de la visite du Président de la République. Au final, ce projet devrait couvrir à terme environ 20 % des besoins de l'industrie japonaise en terres rares lourdes. L'enjeu de cette feuille de route est précisément de répliquer et d'amplifier ce type de coopération structurante, afin de renforcer durablement la sécurité d'approvisionnement de nos deux pays.

Start-ups et innovation | Le 1^{er} avril, le Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique, R. Lescure, et le Ministre japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI), R. Akazawa, ont renouvelé la déclaration conjointe entre la France et le Japon sur la coopération en matière de start-ups et d'innovation. La première déclaration avait été signée en mai 2024 à Paris, à l'occasion du salon *Viva Technology*, à l'occasion duquel le Japon était alors le pays à l'honneur. Cette nouvelle déclaration réaffirme la volonté de promouvoir les échanges, partenariats et projets conjoints en matière d'innovation entre les deux pays. Elle s'inscrit dans une dynamique bilatérale renforcée depuis 2024 avec la présence chaque année d'une importante délégation au sein d'un programme longue durée à Station F (incubateur HEC), un partenariat structurant entre *Viva Technology* et *SusHi Tech Tokyo*, la tenue régulière d'un groupe de travail « numérique et start-up » entre la Direction générale des Entreprises (DGE) et le METI et, enfin, la reconduction du détachement d'un expert technique international français dédié à l'innovation au sein du METI. L'accord ouvre de nouvelles perspectives, notamment via des partenariats renforcés entre acteurs clés et une coopération accrue sur les bonnes pratiques et les technologies à double usage. Au-delà de ce cadre ministériel, une lettre d'intention a également été signée entre entreprises françaises et japonaises afin d'accélérer la coopération dans des secteurs prioritaires tels que la cybersécurité, l'aéronautique et le financement de la transition écologique. Enfin, la visite a donné lieu à plusieurs partenariats privés dans des domaines stratégiques, notamment en cybersécurité (*Sahar – Constella Security Japan*) et en IA (*Current AI – Sakana AI*).

Automobile | Les groupes automobiles *Toyota Motor* (*Hino Trucks*) et *Daimler Truck* ont annoncé cette semaine la constitution d'une nouvelle société holding, destinée à renforcer la compétitivité dans la construction de camions. Nommée *Archion*, cette fusion rassemble *Hino Motors*, unité du groupe *Toyota*, et *Mitsubishi Fuso Truck and Bus*, filiale de *Daimler Truck*. Selon son PDG, K. Deppen, cette fusion devrait permettre à la nouvelle entité créée d'intégrer le top 10 mondial des fabricants de camions. Avec un total de 82,8 % des parts détenues par les deux grands groupes, la nouvelle entité devrait voir son capital se diluer progressivement, avec un objectif de 25 % des parts détenues par chaque entité mère. Cette fusion apparaît comme une réponse aux difficultés de *Hino Motors* – affectée par d'importants retards de production en 2025 – et à la montée en puissance rapide des concurrents chinois et indiens. Le rapprochement de ces deux grands acteurs du secteur des camions vise aussi à mieux valoriser leur positionnement et leurs technologies pour gagner ainsi en compétitivité.

Corée du Sud

Macroéconomie

Conflit au Moyen-Orient | Dans un contexte d'incertitudes accrues liées au conflit au Moyen-Orient, les indicateurs conjoncturels sud-coréens se dégradent rapidement. L'OCDE a ainsi révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2026 (de 2,1 % à 1,7 %) et relevé celle d'inflation (de +1,8 % à +2,7 %). Les premières données d'inflation publiées ce jeudi par le *Ministry of Data and Statistics* ont confirmé cette dynamique : l'indice des prix à la consommation a progressé de +2,2 % sur un an en mars (après +2,0 % en février), tiré par la hausse des prix de l'énergie. Dans le même temps, la Banque de Corée (BoK) a publié les perspectives des entreprises pour le mois d'avril qui affichent un recul de -4,5 %, soit la plus forte baisse mensuelle depuis la crise politique de décembre 2024. Les prix du diesel ont nettement progressé, avec une hausse de +17 % en glissement annuel (+15 % en glissement mensuel). De leur côté, les prix de l'essence ont augmenté de +8 % en g.a. (+8,6 % en g.m.). Face à cette détérioration, le gouvernement a proposé un plan budgétaire supplémentaire d'ampleur, de 26 200 Mds KRW (15 Mds EUR), l'objectif étant d'éviter un scénario de stagflation, alors que la hausse des coûts énergétiques et les perturbations des chaînes d'approvisionnement continuent de peser sur une économie fortement dépendante des importations en énergies. Le plan prévoit notamment 10 100 Mds KRW (5,8 Mds EUR) pour contenir l'impact de la hausse des carburants (plafonnement des prix, soutien à l'approvisionnement en naphta) et 2 800 Mds KRW (1,7 Mds EUR) en faveur du soutien direct aux ménages les plus modestes, aux PME et au maintien dans l'emploi. En parallèle, des mesures complémentaires ont été mises en place pour contenir l'inflation, dont un élargissement des baisses de taxes sur les carburants (de -10 à -25 % pour le diesel, et de -7 à -15 % pour l'essence). Le plan inclut aussi un soutien aux finances locales et un volet de désendettement, financé en grande partie par des recettes fiscales supérieures aux attentes, permises par la bonne tenue des exportations de semi-conducteurs.

Secteurs non-financiers

Semi-conducteurs | En mars, les exportations sud-coréennes ont atteint un niveau record de 73,6 Mds EUR (+48 % en g.a.), portées par la forte dynamique des semi-conducteurs (+151 % sur un an, à 29,4 Mds EUR). Cette performance s'explique notamment par la hausse marquée des prix de produits clés, tels que les mémoires NAND (+606 %) et les DRAM DDR4 (+863 %). Dans ce contexte favorable, les grands groupes du secteur, *Samsung Electronics* et *SK hynix*, poursuivent leurs investissements en Chine engagés depuis 2024 : *Samsung* a investi 284 Mi EUR dans son site de Xi'an en 2025, tandis que *SK hynix* a engagé 661 Mi EUR dans ses usines de Wuxi et Dalian, confirmant ainsi leur volonté de renforcer leur présence en Chine. Cette stratégie intervient toutefois dans un environnement plus contraint, marqué par le durcissement des restrictions américaines à l'exportation, notamment la suppression en 2025 du statut de « *verified end user* », qui complique l'utilisation d'équipements américains dans les usines chinoises de *Samsung* et *SK hynix*.

Matières premières | Le conflit au Moyen-Orient accentue les tensions sur les chaînes d'approvisionnement en Corée du Sud. Afin de sécuriser l'approvisionnement domestique, les autorités ont instauré, à compter du 27 mars, une interdiction d'exportation de naphta pour une durée de 5 mois. Cet intrant – essentiel pour les industries pétrochimiques, plastiques et des semi-conducteurs – est particulièrement exposé aux perturbations extérieures : 45 % du naphta sud-coréen est importé, dont près des trois quarts depuis le Moyen-Orient. Cette mesure vise ainsi à stabiliser la production locale et à prévenir d'éventuelles interruptions d'activité dans les installations pétrochimiques. En parallèle, le gouvernement prévoit de

contrôler les niveaux de production dans le raffinage et la pétrochimie afin de préserver les stocks. En aval, les PME signalent déjà des tensions sur les résines synthétiques. D'autres matières critiques, comme l'urée, l'hélium ou l'aluminium, pourraient aussi faire l'objet de mesures restrictives. En réponse, le budget supplémentaire (cf. *supra*) prévoit une enveloppe de 2 600 Mds KRW (1,5 Mds EUR) en soutien à l'industrie et au renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtrésor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.